

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	- (2008)
Heft:	3
Artikel:	Révolutions pacifiques : l'idéal démocratique au service de l'ingérence
Autor:	Baffi, Oskar
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-346858

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

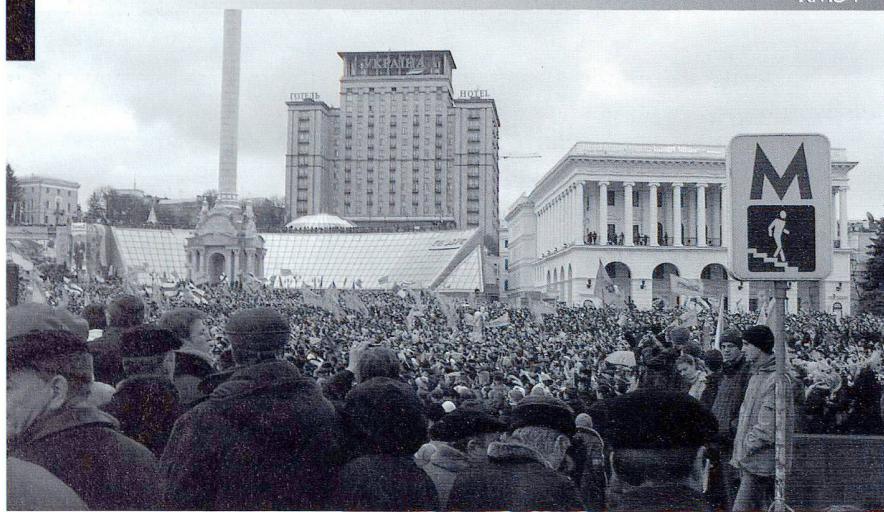
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Révolution «Orange» en Ukraine, 2004. Les manifestants mettent en question le vote présidentiel.

Révolutions pacifiques : l'idéal démocratique au service de l'ingérence

Oskar Baffi

Chercheur associé au Centre international d'études géopolitiques (CIEG) *

En faisant émerger les relations parfois très étroites qui relient des institutions américaines aux changements de régimes survenus entre 2003 et 2005 dans trois anciennes républiques soviétiques, nous tenterons d'établir dans quelles mesures elles ont activement œuvré afin que ces révolutions pacifiques aboutissent. La question au cœur de cet article concerne en dernière analyse l'intégration et l'exploitation d'organisations non gouvernementales (ONG) américaines dans un réseau d'ingérence capable de mener des opérations clandestines visant au renversement de gouvernements constituant un obstacle aux intérêts américains. Autrement dit, il s'agira de s'interroger, dans le cadre d'une guerre de l'information mondialisée, sur l'exploitation de l'idéal démocratique à des fins géopolitiques¹.

Cadre géopolitique

Avant de traiter de la mise sur pied par les Etats-Unis d'un réseau d'ingérence exploitant l'idéal démocratique à des fins géopolitiques, rappelons brièvement le cadre géopolitique au sein duquel ces changements de gouvernements, aussi rapides qu'inattendus, ont eu lieu. A ce titre, il est utile de souligner qu'il s'agit du même espace qui a vu s'affronter au XIX^e siècle, sous le nom de « Grand jeu », les rivalités colonialistes des empires britannique et russe en Asie centrale.

Etablie au cœur du continent eurasiatique, la Russie s'est développée au cours des siècles au point de constituer un empire continental lui permettant d'échapper à son enclavement territorial originel. Un enclavement qui l'empêchait d'avoir accès aux façades maritimes les plus proches, c'est-à-dire aux mers Baltique, Caspienne et

Noire. C'est donc vers le Sud que s'est progressivement orientée la politique impérialiste russe, avant qu'elle n'atteigne son apogée en 1945, sous le régime communiste de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), avec la Conférence de Yalta. Finalement, sur fond de crise sociale, morale et militaire (l'Afghanistan, déjà!), l'espace géopolitique pensé et organisé en 70 ans de soviétisme s'effondre en 1991. En proie à une montée des nationalismes, il cède alors la place à une multitude de pays en proie à une faillite aussi bien économique que politique. Ces mêmes pays, à l'exception des Etats baltes, mettent aussitôt sur pied la Communauté des États indépendants (CEI) constituée autour de la Russie, devenue entre-temps la Fédération de Russie (21 républiques autonomes). En perdant de la sorte des façades maritimes d'importance stratégique ainsi que toutes les régions progressivement conquises pour se désenclaver vers le Sud, la Russie retrouve plus ou moins les limites territoriales que recouvrait le tsarat de Moscou à la fin du XVII^e siècle.

C'est au sein de cet espace postsoviétique que vont avoir lieu les « révolutions colorées » qui font l'objet de notre étude. Pour être plus exacte, des quatre espaces géopolitiques sous influence russe avant l'implosion de bloc soviétique, seul celui demeuré hors de la CEI n'a pas été touché par les révolutions pacifiques. Ceux passés du giron de l'URSS à celui de la CEI ont, quant à eux, tous été frappée par ce phénomène : l'isthme du Caucase avec la Géorgie en novembre 2003, les territoires slaves avec l'Ukraine en novembre 2004 et l'Asie centrale avec le Kirghizstan en mars 2005. Autre fait marquant, ces révolutions ont toutes éclatées à la suite d'élections législatives (Géorgie et Kirghizstan) ou présidentielles (Ukraine) considérées comme frauduleuses. Qui plus est, les coalitions politiques qui ont bénéficié du soutien des mouvements pacifistes révolutionnaires avaient des relations d'amitié

¹ Pour une analyse plus détaillée du sujet traité dans cet article, cf. Oskar BAFFI, « Colour Revolutions and Grey Eminences: U.S. NGOs, Spearhead of Interference? », dans A. Vautravers (ed.), *Globalization of Security: Trends and Perspectives*, Webster University, Genève, 2008, p. 100-116.

* Les informations délivrées et les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur.

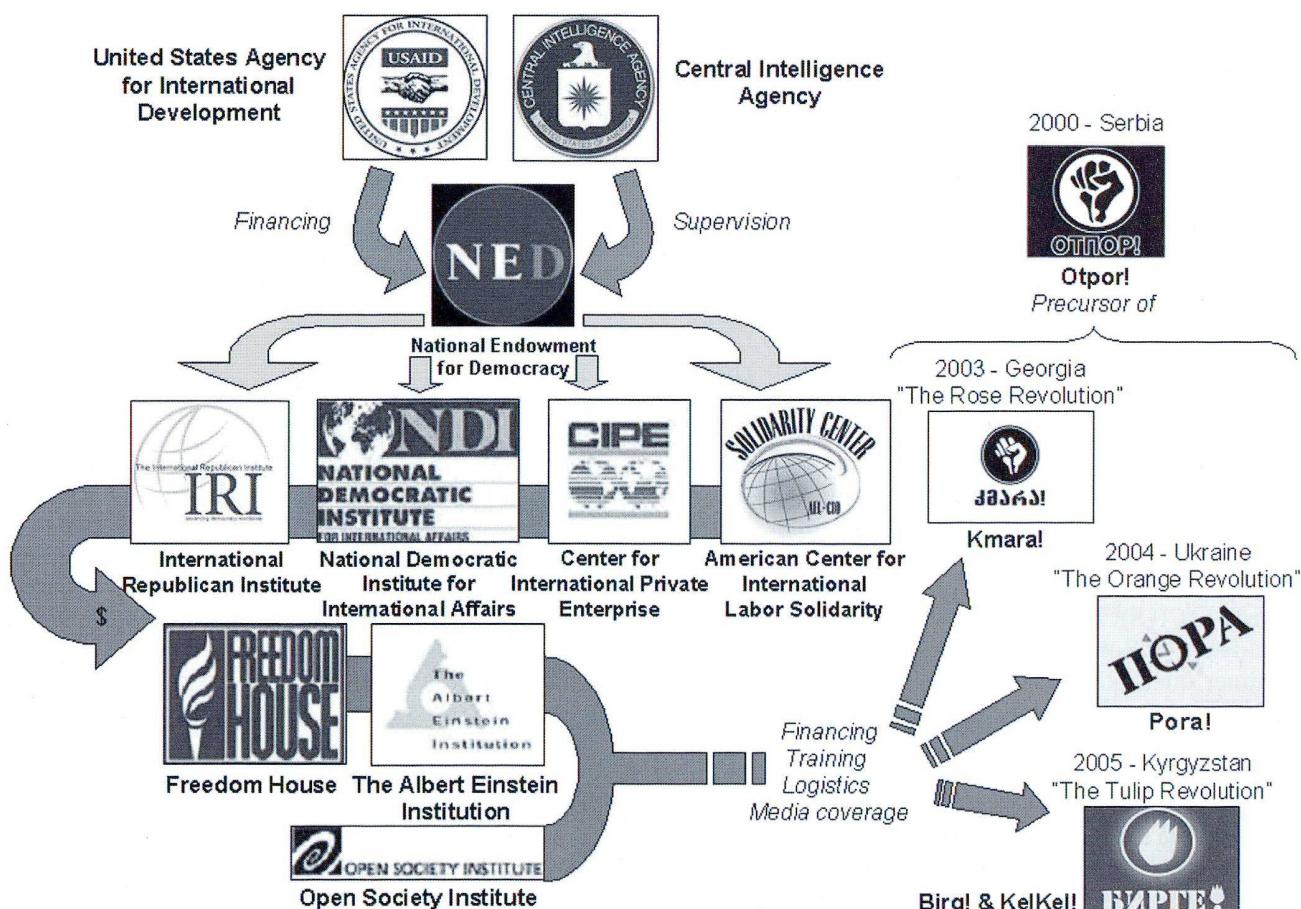
ou de partenariat relativement étroites avec des dirigeants d'entreprises et des représentants officiels américains. En fait, les mouvements révolutionnaires collaboraient eux-mêmes étroitement avec des agences gouvernementales, telle que l'United States Agency for International Development (USAID), et d'autres ONG. Par ailleurs, hasard des calendriers électoraux, les trois révoltes en question se sont suivies au rythme d'une par année. En Géorgie, pour commencer, la « Révolution des roses » de 2003 a évincé du pouvoir le président Edouard Chevardnadze, chef de file de la coalition au pouvoir nouvellement réélue, au profit du dirigeant de l'opposition Mikheil Saakachvili. C'est le mouvement étudiant Kmara! (« Assez! ») qui a été à l'origine du soulèvement populaire. En 2004, c'est au tour de la « Révolution orange » de rendre possible le remplacement du président sortant Leonid Koutchma par le candidat antirusse et ancien premier ministre Viktor Iouchtchenko. Le mouvement Pora! (« Il est temps! »), lui aussi composé principalement d'étudiants, avait réussi à fédérer les courants politiques d'oppositions dans leur dénonciation de fraudes électorales. Enfin, c'est au Kirghizstan que la « Révolution des tulipes » chasse du pouvoir en 2005 la coalition des clans Nord du pays, représentée par le président Askar Akaiev, au profit d'une autre majoritairement associée aux clans du Sud et incarnée par l'ancien Premier ministre Kourmanbek Bakiev. Auparavant, les mouvements de jeunesse KelKel! (« Renaissance! ») et Birgué! (« Ensemble! ») avaient manifesté leur engagement en faveur à la fois d'une plus

grande liberté de la presse et d'un démantèlement des monopoles d'Etat, c'est-à-dire du contrôle de l'économie par les clans du Nord.

Doctrine d'engagement

A y regarder de plus près, on se rend compte que le mode opératoire qui caractérise ces changements de gouvernements est, à peu de choses près, similaire dans les trois cas de figure, et pour cause : ainsi que nous allons le découvrir, il a pour matrice une même doctrine d'engagement au service d'un même réseau d'ingérence. La doctrine d'engagement mise en pratique durant les « révoltes colorées » a été conçue et développée par le politologue américain Gene Sharp. A ses yeux, l'action non-violente ne découle pas nécessairement de convictions religieuses ou morales. Elle constitue plutôt une méthode offensive de combat alternative à celles pouvant être déployées lors d'un coup d'Etat. Le but ultime du combat non-violent serait en effet d'amener les populations civiles à ne plus obéir, voire à opposer résistance au régime en place. Dès lors, deux conceptions diamétralement opposées du pouvoir s'affrontent : le modèle d'un pouvoir monolithique d'une part et celui d'un pouvoir pluraliste d'autre part. Dans sa version monolithique, le pouvoir apparaît concentré entre les mains d'une élite sur laquelle la société civile n'a aucune prise. Celle-ci se trouve alors à la merci des gouvernants. Si l'on veut renverser un tel régime, une vision pluraliste du pouvoir doit être préalablement

Réseau d'influence nord-américain.



propagée au sein de la population. C'est en finançant et en encadrant les mouvements étudiants à l'origine des révoltes pacifiques, afin qu'ils utilisent cette doctrine d'engagement, que les organisations énumérées ci-après ont pu constituer un réseau d'ingérence à même d'exploiter l'idéal démocratique à des fins géopolitiques.

Réseau d'ingérence

Fondée en 1961 par le président John F. Kennedy, l'United States Agency for International Development (USAID) est une agence gouvernementale dont l'action sur le terrain consiste essentiellement à redistribuer les fonds que lui fournit le gouvernement fédéral en subventionnant des projets de développement dans les pays que Washington souhaite soutenir et en encourageant des « réformes » démocratiques au sein des Etats hostiles aux intérêts américains. Pour atteindre ces objectifs, l'USAID répercute les directives que lui communique le Département d'Etat auprès des ONG avec lesquelles elle collabore à l'étranger. Parmi celles-ci, on en compte trois jouant un rôle déterminant du point de vue de la stratégie américaine d'ingérence : la National Endowment for Democracy (NED), la Freedom House (FH) et la Albert Einstein Institution (AEI).

Bien qu'elle soit formellement une association à but non lucratif, la NED bénéficie, par le biais du budget que le Département d'Etat consacre à l'USAID, d'un financement voté par le Congrès américain. En fait, dès sa création, elle a incarné un instrument d'ingérence inspiré par le National Security Council (NSC). Dans les années 1960 et 1970, plusieurs actions clandestines de la CIA visant à renverser des régimes considérés hostiles, notamment par l'élimination physique des dirigeants politiques se trouvant à leur tête, furent dévoilées par une série de commissions d'enquêtes du Congrès. Le NSC décida alors de confier ces missions à une institution n'ayant aucun lien formel avec l'Etat et pouvant œuvrer de manière plus « discrète » : la NED. Il s'agissait essentiellement de soutenir financièrement et d'encadrer idéologiquement des institutions caritatives, culturelles et syndicales, capables de mobiliser les sociétés civiles étrangères contre l'influence grandissante de l'URSS. Afin de protéger la NED contre tout nouveau risque d'enquêtes découlant des alternances politiques dans l'administration de l'Etat, Washington décida qu'elle serait gérée par le Département d'Etat en association avec l'International Republican Institute (IRI), le National Democratic Institute for International Affairs (NDI), le Center for International Private Enterprise (CIPE) et l'American Center for International Labor Solidarity (ACILS). Depuis sa constitution en 1983, sous la présidence de Ronald Reagan, son activité a consisté à déterminer quels sont les mouvements et organisations civils capables de mener à bien des actions en faveur des intérêts américains au sein de pays où les gouvernements en place s'y opposent. Toujours très active, elle va pour cela jusqu'à former des représentants de la société civile des pays visés à la défense et à l'exercice de la démocratie, au besoin en collaboration avec la FH.

Constituée en 1941, sous le parrainage du couple Roosevelt, la FH est une association à but non lucratif ayant fédéré plusieurs associations américaines militant en faveur d'un engagement des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Ce nonobstant, elle ne fut pas dissoute à la fin de la guerre, mais fit campagne en faveur de nouvelles causes. Elle soutint, notamment, le déploiement du Plan Marshall ainsi que la création de la Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En récompense pour son soutien à la politique étrangère du pays, la FH a pu bénéficier au début des années quatre-vingt de la manne gouvernementale au travers du soutien financier de la NED, tout en cofinançant par la suite des programmes sélectionnés par cette dernière : il devenait difficile, dès lors, de remonter jusqu'au commanditaire originel, l'administration américaine. Elle a pu ainsi mettre en place un programme de formation aux droits de l'homme en faveur de dissidents d'Europe centrale et de l'Est. Ses initiatives dans ce domaine n'ont eu de cesse de se multipliées au fil du temps. Depuis les années quatre-vingt, elles ont ainsi continué à se développées en parallèles à celles de l'AEI, principalement axées sur la promotion de l'usage de la non-violence en tant qu'instrument de désobéissance civile.

La NED n'est pas la seule ONG active en matière d'ingérence à voir le jour en 1983. La même année, le Dr Sharp fonde l'AEI dans le but à la fois de financer ses recherches universitaires et d'appliquer à des situations concrètes les modèles d'analyse qu'il y développe. Publié en 1985, son livre *Making Europe Unconquerable* devient un bestseller. Deux ans plus tard, l'association bénéficie de subventions de la part de l'US Institute for Peace. C'est à partir de 1987 que l'AEI commence à organiser des séminaires pour former des représentants de pays alliés à la désobéissance civile face à une éventuelle invasion communiste. En collaboration avec l'Open Society Institut du milliardaire George Soros, elle finira par jouer un rôle important dans le succès obtenu en 2000 par le mouvement d'opposition au président yougoslave Slobodan Milošević constitué en 1998 sous le nom d'*Otpor !* (« Résistance ! ») : la chute de Milošević aura été, entre autres, le fruit d'une campagne d'action non-violente magistralement orchestrée.

Mode opératoire

L'atout majeur de toute action non-violente provient du fait qu'elle amène, par sa démarche quasi sacrificielle, la personne qui l'observe à se focaliser sur la moralité des moyens mis en œuvre plutôt que sur leur légitimité. Considérée comme intrinsèquement bienveillante et légitime, toute manifestation non-violente est *a priori* assimilée à l'expression salutaire d'un authentique civisme, c'est-à-dire à l'exercice d'un droit populaire universel qui ne saurait être en aucun cas réprouvé, et ce, parfois même au détriment des mécanismes et institutions démocratiques déjà formellement en place. De fait, là où les coups militaires, avec le soutien direct ou indirect d'Etats étrangers, mettent clairement à mal la souveraineté d'une nation, les révoltes pacifiques n'éveillent pas la même suspicion chez le spectateur

non averti. D'où le rôle capital joué par les stratégies d'influences en général et la désinformation en particulier dans la manipulation des populations civiles.

S'agissant des révoltes pacifiques, tous les moyens à connotation populaire et festive sont mobilisés et exploités afin de transférer l'obéissance que la société civile réservait autrefois au gouvernement en place vers le mouvement d'opposition secrètement encadré : concerts attractifs, discours populistes, défilés fleuves. Simultanément aux opérations de propagande menées à l'intérieur de l'Etat ciblé, il s'agit de mener également une campagne de désinformation au niveau international de manière à soutenir toujours plus ouvertement le mouvement d'opposition tout en préparant la communauté internationale au changement de régime qui se prépare. Concrètement, il est possible d'identifier trois modes ou degrés différents de combats non-violent pouvant se déployer progressivement dans le temps, de sorte à représenter une montée en puissance face à un pouvoir offrant plus ou moins de résistance : d'abord la protestation et la persuasion (moyens actifs non coercitifs), ensuite la non coopération (moyen passif coercitif) et enfin l'intervention directe (moyen actif coercitif). Chacune des ONG appartenant au réseau d'ingérence s'est ainsi organisée de manière à intervenir principalement, mais pas exclusivement, dans le domaine d'activités qui est originellement le sien. Schématiquement, voici comment le soutien direct aux jeunes mouvements révolutionnaires, particulièrement dans les cas géorgien (*Kmara*) et ukrainien (*Pora*), a été dispensé :

1. L'AEI formait des militants préalablement sélectionnés (séminaires portant sur les tactiques insurrectionnelles pacifiques).
2. La FH fournissait à ces militants, et plus généralement au mouvement qu'ils menaient, le soutien logistique de base (matériel publicitaire et de survie) ainsi que la caution morale aux accusations de fraudes électorales visant le camp adverse.
3. L'Open Society Institute garantissait la couverture médiatique de leurs manifestations (radio, télévision, Internet).

4. La NED finançait l'ensemble du dispositif, grâce aux fonds fournis par l'USAID, tout en le supervisant selon les directives imparties par le Département d'Etat via la CIA.

En assimilant le renversement pacifiques des gouvernements à une mesure de *good governance*, le réseau d'ingérence mis sur pied par les Etats-Unis a finalement réussi à pervertir la notion même de manifestation de la volonté populaire. L'adage républicain « *vox populi, vox dei* » est pour ainsi dire subverti en « *vox peregrini, vox populi* »². En effet, la préservation de la souveraineté populaire est la condition *sine qua non* à l'établissement d'un régime démocratique au sein d'un Etat indépendant. Autrement dit, c'est parce qu'un peuple est capable de manifester ses décisions de manière souveraine que celles-ci peuvent finalement être considérées démocratiques. Or, lors des « révoltes colorées », nous n'avons pas assisté au renversement de régimes dictatoriaux suite à l'action de peuples manifestant leur volonté de manière autonome, mais à des renversements de gouvernements – qui, bien que souvent corrompus et parfois autoritaires, n'en étaient pas moins élus (les risques de fraudes électorales étant malheureusement d'avantage liés à la culture politique ambiante qu'à telle ou telle autre affiliation politique) – par des populations, fiancées et encadrées par un Etat étranger.

La guerre de l'information a de tout temps constitué un instrument puissant de déstabilisation de l'adversaire. Cependant, l'exploitation de l'idéal démocratique à des fins géopolitiques est peut-être l'indice qu'elle ne vise plus prioritairement les chancelleries et les états-majors, mais tente désormais de les déborder en visant directement l'action d'une partie de leur population nationale, dûment encadrée et financée. Après tout, pourquoi tenter de perdre des gouvernements en les désinformant, quand on peut les renverser en les délégitimant ?

O.B.

² Ainsi, la manipulation des citoyens par l'action de l'ingérence subverti imperceptiblement le principe fondateur de l'Etat démocratique « la voix du peuple est la voix de Dieu » en « la voix de l'étranger est la voix du peuple ».

Espace post-soviétique.

